

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 ROUEN

ROUEN, le 10/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



MAPROCHIM NORMANDIE

Zone Industrielle du Port Angot
Rue Frédéric et Irène Joliot Curie
76410 Saint-Aubin-lès-Elbeuf

Références : UDRD.2023.03.R.02
Code AIOT : 0005801234

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/12/2022 dans l'établissement MAPROCHIM NORMANDIE implanté Zone Industrielle du Port Angot Rue Frédéric et Irène Joliot Curie 76410 Saint-Aubin-lès-Elbeuf. L'inspection a été annoncée le 10/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAPROCHIM NORMANDIE
- Zone Industrielle du Port Angot Rue Frédéric et Irène Joliot Curie 76410 Saint-Aubin-lès-Elbeuf
- Code AIOT : 0005801234
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site MAPROCHIM Normandie est un site de logistiques avec des entrepôts couverts.
Le site est scindé en 2 parties : l'entrepôt P0, classé SEVESO seuil haut, et les entrepôts P3, P4 et P5, non SEVESO.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- contrôle du suivi de l'état des stocks et des restrictions liées ;
- contrôle du contenu du plan d'opération interne ;
- vérification du suivi opéré par l'exploitant des moyens de lutte contre l'incendie ;
- recommandations de l'assureur de l'exploitant ;
- agencement des entrepôts.

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 06/01/2021, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
3	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – article 8	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
4	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 2.4.10.2	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
5	Surveillance et détection des zones pouvant être à l'origine de risques	Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 2.3.5	/	Lettre de suite préfectorale	-
7	Extinction automatique par haut foisonnement	Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 2.4.7	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, modifié par AM du 28/02/22	/	Sans objet
6	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 2.4.2	/	Sans objet
8	Dispositions spécifiques pour la cellule 3 contenant des LI	Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 2.1.3	/	Sans objet
9	Équipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 1.6.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a vérifié la conformité des installations de l'établissement MAPROCHIM à certaines prescriptions qui lui sont applicables (arrêtés ministériels et préfectoraux notamment). La visite a également été l'occasion de recueillir les demandes et observations formulées par l'inspection des installations classées lors des précédentes visites.

L'exploitant a exposé à l'inspection ses difficultés de recrutement, entravant son travail de recensement des fiches de données de sécurité (FDS) nécessaire à la mise à jour de son plan d'opération interne (POI) et des incompatibilités produits. Sur ces sujets, l'inspection des installations classées laisse un délai de respectivement 6 et 4 mois à l'exploitant pour se conformer aux arrêtés applicables. **En l'absence de mise en conformité de l'exploitation dans les délais impartis, l'inspection des installations classées pourra être amenée à proposer à monsieur le préfet de la Seine-Maritime respectivement un projet de mise en demeure et de sanctions administratives.**

Les autres demandes formulées par l'inspection des installations classées portent sur les sujets suivants:

- conformité de la chaîne d'asservissement de l'extinction automatique du bâtiment P0 en tout point au référentiel choisi, notamment concernant le démarrage du groupe motopompe et des vannes déluge ;
- état du remplacement des détecteurs de la zone bureau du bâtiment P0 ;
- mise à jour du plan d'opération interne ;
- transmission du rapport de vérification du groupe motopompe du 16 décembre 2022 ainsi que l'ensemble des pièces stipulant la levée de non-conformités éventuelles ;
- analyse de l'émulseur périmé aussi souvent que le recommande le référentiel choisi ;
- évacuation de tout équipement abandonné au sein des entrepôts ;
- laisser libre les allées et zones de préparation de tout stockage de plus d'une journée. Si l'exploitant ne dispose pas de suffisamment de place pour préparer ses commandes, il veillera à agrandir ses zones de préparation au détriment des zones destinées au stockage.

Concernant les équipements d'extinction automatique à haut foisonnement, le dernier test en taille réelle a eu lieu il y a plus de 10 ans. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas présenté à l'inspection des installations classées de plan d'action pour un retour rapide en conformité sur ce point. Il n'a pas non plus transmis de contrôle de ces équipements conformes aux référentiels reconnus. **C'est pourquoi l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de procéder sous 3 mois :**

- **au contrôle de l'extinction automatique par haut foisonnement des cellules du bâtiment P0 conformément aux référentiels reconnus ;**
- **soit :**
 - à la réalisation d'un test d'extinction par haut foisonnement grandeur nature d'une cellule ;
 - à la transmission d'un rapport justifiant l'impossibilité d'un tel exercice et en apportant tous les éléments d'appréciation permettant de démontrer le bon fonctionnement des émulseurs à haut foisonnement, accompagné des documents N12 et Q12 ou équivalent selon le référentiel choisi. L'inspection jugera alors de la dérogation possible au premier point.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, modifié par AM du 28/02/22
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées-dispositions spécifiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Etat des matières stockées-dispositions spécifiques.</p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> <p>Constats : Lors de la visite de site, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées un état des stocks informatisé reprenant les codes ONU, les phrases de risques et points éclairés des produits stockés et dont une version numérique a fait l'objet d'un envoi ultérieur par courrier électronique. L'exploitant a précisé être en capacité de récupérer ces données en cas d'accident, le serveur étant situé sur un site externe.</p>

Lors de la visite, l'exploitant a présenté son logiciel de suivi des stocks qui permettait alors :

- de s'assurer des restrictions de stockage, le système bloquant l'attribution d'emplacement physique pour l'entrée de nouveau produit lorsque 90 % du seuil de classement ICPE est atteint ;
- de spécifier par rubrique dans quelle cellule il est possible de stocker le produit, selon les restrictions qui s'appliquent à l'activité de l'exploitant (provenant des arrêtés ministériels et préfectoraux notamment) ;
- de rechercher les substances par phrase de risque.

Par courrier électronique en date du 05 janvier 2023, l'exploitant a transmis son état des stocks allégé à destination de l'information du public en cas d'accident. Cet état des stocks délivre une information vulgarisée en précisant les quantités de produits stockés par cellule et rubrique du bâtiment classé SEVESO. Toutefois, le document gagnerait en lisibilité par l'ajout d'unités de mesures ainsi qu'une plus grande précision sur les noms des produits, matières ou substances (exemple : privilégier les distinctions de "liquides inflammables" ou "produits combustibles" plutôt que simplement "inflammable").

Lors de la visite, l'exploitant a déclaré réaliser un inventaire complet une fois par an, en plus d'un inventaire automatique tournant au fil de l'eau. Lors de l'arrivée d'un nouveau produit, celui-ci se voit attribuer une place par le logiciel de gestion des stocks. L'opérateur doit confirmer que l'emplacement est initialement vide lors de sa mise en rayon. Si ce n'est pas le cas, un récolement physique avec le chef du dépôt a lieu pour mettre à jour l'inventaire.

L'inspection des installations classées n'a pas d'observation autre que sur l'état des stocks allégé à formuler sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 06/01/2021, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Incompatibilité des produits chimiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au regard de l'article 1^{er} et conformément à l'article L.171-8-I du code de l'environnement, l'exploitant prend les mesures conservatoires nécessaires suivantes tant que l'exploitation des bâtiments P2, P3, P4 et P5 perdure, ce jusqu'à la régularisation administrative :</p> <p>[...]</p> <p>- sous 3 mois, application des dispositions édictées aux articles 3.2, 7, 8, 12 et 13 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'article 8 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 précise que l'exploitant est tenu d'aménager le stockage de ses cellules de manière à supprimer tout risque d'incompatibilité, comme rappelé dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06 janvier 2021 et lors des visites d'inspections des 23 décembre 2021 et 30 mars 2022.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a expliqué à l'inspection des installations classées opérer un suivi informatique des incompatibilités se traduisant par un éloignement des produits les uns par rapport aux autres, notamment grâce au renseignement des fiches de données de sécurité (FDS) dans l'outil informatique. Il a précisé avoir délimité dans le bâtiment P4 plusieurs racks destinés aux produits par type « base », « inerte » et « acide » et dont le suivi est pleinement opérationnel. Sur ce bâtiment, l'inspection des installations classées écrivait dans son rapport du 23 décembre 2021 : « Quant à la séparation physique mise en place (case dépourvue de produits dangereux) dans le bâtiment P4, cette dernière ne semble pas suffisante pour éviter que ces produits se rencontrent. ». L'inspection rappelle par ailleurs la recommandation de l'assureur de l'exploitant dans son rapport du 21 juin 2022 : « Hauteur de stockage : la hauteur de stockage devrait être limitée à 8m haut de palette compte tenu des moyens d'extinction en place dans la cellule P5 ».</p> <p>Non-conformité n°1 - constat déjà établi le 23 décembre 2021 : les bâtiments P3 et P5 sont quant à eux encore en cours de réorganisation pour être conformes à la prescription de l'article 8 susvisé selon l'exploitant. Celui-ci a estimé devoir bénéficier d'un délai de 6 mois pour rendre opérationnel le suivi de l'incompatibilité entre produits par informatique pour ces 2 bâtiments. Selon celui-ci, ce retard s'explique par un déficit en personnel pour renseigner chaque FDS dans l'outil de suivi informatique.</p> <p>Demande n°1 : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de régulariser son activité conformément à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 et l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 06 janvier 2021 <u>dans un délai de 4 mois</u>. L'inspection ne propose pas à ce stade de sanctions administratives, n'ayant pas constaté d'incompatibilité. <u>En l'absence de mise en conformité de l'exploitation dans le délai imparti, l'inspection des installations classées pourra être amenée à proposer à monsieur le préfet de la Seine-Maritime un projet de sanctions administratives. Ce sujet fera l'objet d'un nouveau point de contrôle lors de la prochaine visite d'inspection.</u></p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Incompatibilité des produits chimiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux « et ne comportent pas de mezzanines ».</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.</p> <p>Constats :</p> <p>Le bâtiment P0 classé SEVESO, est quant à lui divisé en 3 cellules dont chacune est destinée à un stockage spécifique (liquides inflammables, aérosols, toxiques) et dont le suivi est déjà opéré informatiquement avec la prise en compte des incompatibilités produits. L'inspection a constaté la présence d'une plaque sur la façade du local mentionnant la présence d'aérosols à l'intérieur à des fins d'information du SDIS.</p> <p>Non-conformité n°2 : lors de la visite des locaux, l'inspection des installations classées a constaté dans la cellule dédiée au stockage d'aérosols, <u>l'absence de séparation physique entre les aérosols présents en grande quantité et le reste du stockage</u>. Le guide « entrepôts de matières combustibles » (page 151) précise que les aérosols contenant des gaz inflammables présentent des risques importants de propagation rapide du feu, du fait notamment du risque de BLEVE et des conditions d'extinction particulièrement difficiles. Dans la mesure où les aérosols ne sont pas stockés dans une cellule dédiée, une séparation physique avec les autres produits doit être mise en place. La mesure principale consiste à créer soit un compartimentage grillagé soit une cage anti-missile. Cette mesure s'avère d'autant plus justifiée que sont stockés dans cette même cellule, des liquides inflammables, ce que l'arrêté préfectoral du 12 avril 2022 autorise toutefois. L'exploitant a précisé à ce sujet que le point bas de chaque cellule se situait en son centre, permettant ainsi de limiter la propagation de nappe enflammée vers les stockages situés en périphérie.</p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées par courrier électronique du 03 mars 2023 l'extrait de l'étude de danger réalisé par l'INERIS en 2000/2001 qui stipule que « <i>Dans le cas d'une cellule protégée par un système de mousse à haut foisonnement, l'efficacité de l'extinction est identique en tout point de la surface, puisque l'extinction s'effectue par remplissage de mousse diffusée depuis la toiture. Ainsi, un système dont l'utilité est de limiter l'incendie à une surface de façon à obtenir une efficacité maximale d'extinction, sachant que ce système perdra son efficacité au bout de quelques minutes, n'est pas adapté ici.</i> ». Il est à noter que ces éléments ne sont pas repris dans la dernière étude de danger de l'exploitant, mise à jour en juin 2019.</p> <p>Demande n°2 : les éléments d'appréciation plus récents à disposition de l'inspection des installations classées tels que le guide « entrepôts de matières combustibles » susmentionné (version du 10 février 2023) et fournis par la Direction Générale de la Prévention des Risques (DGPR) prennent clairement position en faveur de la mise en place d'une séparation physique, malgré la présence d'une extinction automatique par haut foisonnement. Ainsi, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de régulariser le stockage de sa cellule d'aérosols dans un délai de 4 mois en procédant soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à l'évacuation de tout autre produit que des aérosols dans la cellule dédiée à ceux-ci en l'absence de séparation physique ; • à la mise en place d'une séparation physique entre les aérosols et le reste du stockage autorisé au sein de la cellule dédiée aux aérosols, conformément à l'article 8 de l'arrêté

ministériel du 11 avril 2017.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 2.4.10.2
Thème(s) : Risques accidentels, Produit de décomposition des fumées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Suivant l'échéancier de l'annexe 2 des prescriptions annexées au présent arrêté, l'exploitant intègre dans son plan d'opération interne (POI) les informations permettant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • identifier les substances potentiellement émises en cas d'accident ou d'incident et susceptibles de générer des effets toxiques irréversibles en dehors des limites de propriété et atteignant des zones occupées par des tiers (recensées sur la base des conclusions des études de dangers) ou de générer des inconvénients fortes sur des grandes distances (issues du retour d'expérience ou identifiées selon la méthodologie définie précisée dans l'annexe 9 du présent arrêté ; • définir les dispositions spécifiques à mettre en œuvre sur site et par l'exploitant lors d'incident/d'accident impliquant ces substances pour limiter autant que possible les émissions (produits inhibiteurs, produits absorbants, pompage rapide des rétentions, ...)
<p>Constats : L'exploitant, classé SEVESO seuil haut, dispose d'un plan d'opération interne (POI) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude de danger. La mise à jour de ce POI doit s'opérer tous les 5 ans ou lors de modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installations ayant modifié les risques existants. De plus, l'article 2.4.10.2 de l'arrêté préfectoral du 12 avril 2022 précise que le POI doit être mis à jour 6 mois après la notification dudit arrêté afin que soient prises en compte les informations relatives aux substances toxiques et odorantes émises en cas d'incendie de l'entrepôt.</p> <p>Non-conformité n°3 : l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées son POI (v17) daté de janvier 2021.</p> <p>L'exploitant a déclaré travailler à sa mise à jour dès début 2023 afin d'intégrer notamment les dispositions liées aux prélèvements environnementaux, sujet pour lequel il est en discussion avec son voisin pour mutualiser les équipements. Il a déclaré que son logiciel informatique de suivi était en mesure de ressortir les produits de décomposition des stocks renseignés. Toutefois, l'exploitant a précisé que ce renseignement à la main prenait beaucoup de temps et a rappelé ses difficultés à recruter un salarié pour réaliser cette mission. L'exploitant a expliqué à l'inspection des installations classées réaliser ce travail de mise à jour quotidiennement et à chaque nouvelle entrée de produit, mais a estimé qu'aux vues des 3200 références de produits stockés à ce jour et des 35 000 produits référencés sans stock, devoir disposer d'un délai courant à fin 2023.</p> <p>Demande n°3 : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre à jour son POI dans un délai de 6 mois, conformément à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 septembre 2014 ; - l'article 2.4.10.2 de l'arrêté préfectoral du 12 avril 2022. <p>L'exploitant transmettra à l'inspection son plan d'action de mise à jour du POI dans les meilleurs délais. <u>En l'absence de mise en conformité de l'exploitation dans le délai imparti, l'inspection des installations classées pourra être amenée à proposer à monsieur le préfet de la Seine-Maritime un projet de mise en demeure.</u></p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Surveillance et détection des zones pouvant être à l'origine de risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 2.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Réseau de détecteurs et entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Bâtiment P0 : Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs optiques en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. La surveillance d'une zone pouvant être à l'origine des risques ne repose pas sur un seul point de détection. [...]</p> <p>Bâtiment P3/P4/P5 : Le bâtiment P3/P4/P5 est équipé d'un système de détection d'incendie avec transmission de l'alarme à l'exploitant. Ce système actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment et déclenche le compartimentage des cellules sinistrées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a déclaré que le référentiel utilisé dans le cadre de la détection incendie du site est le référentiel APSAD. Il a expliqué faire intervenir 2 prestataires différents selon le bâtiment visé (P0 d'une part et P3, P4 et P5 d'autre part). Il a transmis lors de la visite à l'inspection des installations classées les derniers comptes rendus d'interventions afférents.</p> <p><u>Entrepôt P0, intervention du 02 août 2022 :</u> 3 observations sont listées dans le rapport de vérification semestrielle : - asservissement : essais des générateurs et du prémélangeur impossible en intérieur (démarrage 30 secondes après confirmation, noyage pendant 17 seconde puis arrêt du moteur) ; - alarmes techniques liées à la machinerie testé que lors des essais hydrauliques ; - problème d'affichage de la centrale incendie. Par courrier électronique du 05 janvier 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le devis signé bon pour accord pour le changement de l'afficheur de la centrale incendie du bâtiment P0.</p> <p>Demande n°4 : l'exploitant s'assurera que la chaîne d'asservissement soit conforme en tout point au référentiel choisi, notamment concernant le démarrage du groupe motopompe et des vannes déluge, objet du point de contrôle n°6 "Extinction automatique par haut foisonnement" du présent rapport. Le référentiel choisi par l'exploitant étant celui de l'APSAD, l'inspection des installations classées demande la transmission dans les meilleurs délais d'un rapport Q7.</p> <p><u>Entrepôt P3, P4 et P5, intervention du 14 mars 2022 :</u> - essais des détecteurs optiques et contrôle des IA associés satisfaisant ; - essais des déclencheurs manuels satisfaisant ; - test des batteries de secours concluant ; - nettoyage et essais des 3 "phénix" satisfaisant ; - essais de la porte coupe-feu (délestage, commande manuelle et automatique) concluant ; - essais des sirènes d'évacuation et des des flashes (commande manuelle et automatique) concluant. L'unique observation relative à l'absence de protection différentielle d'un disjoncteur 30 mA a été levée par l'intervention d'un prestataire le 26 avril 2022 et l'édition d'un procès-verbal de réception des travaux sans réserve.</p> <p>Demande n°5 : le document de suivi du parc détecteur incendie transmis par l'exploitant par courrier électronique en date du 05 janvier 2023 précise une prévision de remplacement des 4 détecteurs de la zone bureau pour 2022. L'exploitant précisera à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais ce qu'il en est.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 6 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Identification des raccords d'alimentation du rideau d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il fixe les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Dans son rapport relatif à la visite d'inspection du 30 mars 2022, l'inspection des installations classées écrivait : « <i>Observation n°1: selon les recommandations du SDIS de la Seine-Maritime, les raccords d'alimentation du rideau d'eau doivent être identifiés (coloration rouge des raccords) et dotés d'un affichage explicite (panneau au droit des raccords).</i> » Au jour de la visite, objet du présent rapport, l'exploitant a expliqué à l'inspection des installations classées attendre la fin des travaux de la bâche incendie située à proximité de l'entrepôt P5 pour accéder à la requête du SDIS, soit aux alentours de mars 2023. Il a déclaré ajouter prochainement ces éléments à la fiche d'intervention rapide en entreprise (FIRE) à destination d'information du service départemental d'incendie et de secours de Seine-Maritime (SDIS 76). <u>Demande n°6 :</u> l'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'intégrer également l'ensemble de ces éléments à la mise à jour de son POI.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Extinction automatique par haut foisonnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 2.4.7
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque cellule du bâtiment P0 est équipée d'une extinction automatique par haut foisonnement permettant de noyer la base d'une cellule en moins de 15 minutes par 240 m³ de mousse. Cette extinction automatique est une Mesure de Maîtrise des Risques et est donc conforme aux dispositions du chapitre 4.1 du titre 4 du présent arrêté.</p> <p>Le volume nécessaire d'émulseurs adaptés aux produits stockés est disponible dans un local incendie accessible par l'extérieur du bâtiment dans un conteneur unitaire de 2 m³.</p> <p>Une réserve d'eau de 40 m³ placée à l'extérieur du bâtiment et du local incendie permet la mise en œuvre des générateurs d'extinction.</p> <p>En plus des vérifications périodiques de l'installation dont les fréquences sont définies dans des référentiels techniques choisis par l'exploitant, ce dernier s'assure du bon fonctionnement des émulseurs à haut foisonnement en testant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le fonctionnement des pompes [...] chaque semaine au moins pendant 20 minutes ; • le système d'extinction 1 fois tous les 10 ans en grandeur nature sur une cellule ; dans le cas où cet essai est impossible et dûment justifié, l'exploitant apportera à l'inspection des installations classées tous les éléments d'appréciation permettant de démontrer le bon fonctionnement des émulseurs à haut foisonnement.
<p>Constats :</p> <p><u>Groupe motopompe :</u></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a remis à l'inspection des installations classées un document daté du 06 décembre 2021 retraçant les vérifications (1 page) et travaux effectués (1 page) au droit du groupe motopompe destiné à l'extinction automatique par haut foisonnement. L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser le référentiel employé concernant l'extinction automatique par haut foisonnement. L'inspection des installations classées considère ces documents (2 pages) comme trop succincts et rappelle à l'exploitant qu'en application de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, les systèmes d'extinction automatiques doivent être conçus, installés et entretenus régulièrement conformément <u>aux référentiels reconnus</u>.</p> <p>Non-conformité n°4 : l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de procéder sous 3 mois au contrôle de l'extinction automatique par haut foisonnement des cellules du bâtiment P0 conformément aux référentiels reconnus.</p> <p>Les travaux effectués ont notamment porté sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la vidange d'huile avec pompe manuel - le remplacement du filtre à huile - le remplacement de 2 filtres à gasoil - le remplacement d'un tuyau de gasoil - le resserrage divers ; <p>Les vérifications font également mention d'une fuite de l'échangeur au niveau du système de refroidissement. Lors de la visite, l'exploitant a déclaré qu'une nouvelle intervention du prestataire a eu lieu le 16 décembre 2022, concluant sur l'absence d'observations. Il a indiqué que le réservoir, la pièce défailante pour la partie échangeur et le clapet anti-retour du système de refroidissement avaient été remplacés. Enfin, l'exploitant a indiqué que des tests de déclenchement du groupe motopompe en cas de délestage électrique avaient été effectués le 24 octobre 2022.</p> <p>Demande n°7 : l'exploitant transmettra le rapport de vérification du groupe motopompe du 16 décembre 2022, selon la forme prévue par le référentiel retenu par l'exploitant, ainsi que l'ensemble des pièces stipulant la levée de non-conformité à l'inspection des installations classées dès réception.</p> <p><u>Émulseur :</u></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a expliqué à l'inspection des installations classées ne pas avoir changé</p>

l'émulseur depuis au moins avril 2022, soit plus de 10 ans. L'inspection a alors demandé à l'exploitant d'analyser l'émulseur afin de s'assurer de sa qualité, demande également formulée par le prestataire en charge des vérifications du système d'extinction automatique et par l'assureur de l'exploitant (cf point de contrôle n°7 "Rapport de visite assureur"). Par courrier électronique en date du 23 janvier 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un rapport d'analyse de cet émulseur, concluant sur sa conformité.

Demande n°8 : l'exploitant veillera à analyser son émulseur aussi souvent que le recommande le référentiel choisi.

Essais du système d'extinction :

Le dernier essai grandeur nature du système d'extinction a eu lieu en avril 2012 lors d'un déclenchement accidentel, soit il y a plus de 10 ans. L'exploitant a transmis par courrier électronique du 05 janvier 2023 le rapport de visite assureur à l'inspection des installations classées. L'assureur de l'exploitant précise dans ce rapport daté du 21 juin 2022 « *qu'en l'absence de documentation technique en notre possession sur la fiabilité de cette installation, nous recommandons la réalisation d'un essai partiel suivant le référentiel APSAD R12. Objectif : vérifier le dimensionnement de l'installation : temps d'envahissement d'une cellule, concentration en émulseur, etc.* »

Non-conformité n°5 : au jour de la visite, l'exploitant n'a pas réalisé de test grandeur nature sur une cellule ni apporté à l'inspection des installations classées des éléments d'appréciation permettant de démontrer son bon fonctionnement dans le cas où cet essai est impossible et dûment justifié.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de procéder sous 3 mois soit :

- à la réalisation d'un test d'extinction par haut foisonnement grandeur nature d'une cellule. Il ne manquera pas de prévenir l'inspection, le SDIS76 et son assureur de la date de l'exercice ;
- à la transmission d'un rapport justifiant l'impossibilité d'un tel exercice et démontrant le bon fonctionnement du système d'extinction, accompagné des documents N12 et Q12 ou équivalent selon le référentiel choisi. L'inspection jugera alors de la dérogation possible au premier point.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Dispositions spécifiques pour la cellule 3 contenant des LI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 2.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage des LI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le dispositif de détection est distinct du système d'extinction automatique. À proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de la cellule n°3 de liquides inflammables. L'exploitant prend des mesures afin d'anticiper les interdictions de stockage de liquides inflammables de mention de danger H224 et H225 en contenant fusibles d'ici respectivement les 1er janvier 2023 et 2026, prévues par l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510. Plus particulièrement, dans le cas de nouveaux clients et ou produits, le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 et 2 (mentions de danger H224 et H225) au sein de la cellule 3 est interdit en contenant fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a expliqué disposer d'un verrouillage informatique pour le stockage des liquides inflammables de catégorie 1. Le logiciel interdit le stockage de ces produits ailleurs que dans la cellule dédiée (n°3) et à plus de 5 mètres de hauteur. Toutefois, une faille dans le système a été relevée puisque les interdictions n'intégraient pas les produits classables sous la rubrique n°4330 (liquides inflammables de 1ère catégorie) dans la cellule n°1. Cette anomalie (non réglementaire) a été corrigée sur le champ par l'exploitant. Au jour de la visite, les produits étaient stockés dans des fûts métalliques non fusibles. Un interrupteur permettant de couper l'alimentation électrique se trouvait bien à proximité d'une issue du bâtiment. L'inspection des installations classées n'a pas d'observation à formuler sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Équipements abandonnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 1.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Evacuation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté la présence d'une meuleuse à proximité directe d'un stockage de produit combustible. De manière globale, les allées et zones de préparation des entrepôts P3, P4 et P5 étaient encombrées lors de la visite d'inspection. Au moins 2 RIA étaient rendus difficilement accessibles par la présence de stockages. <u>Demande n°9 :</u> l'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'évacuer dans les meilleurs délais tout équipement abandonné de ses entrepôts comme spécifié à l'article 1.6.3 de l'arrêté préfectoral du 12 avril 2022. Il veillera à laisser libre les allées et zones de préparation de tout stockage de plus d'une journée. Si l'exploitant ne dispose pas de suffisamment de place pour préparer ses commandes, il veillera à agrandir ses zones de préparation au détriment des zones destinées au stockage. Enfin, l'inspection des installations classées recommande à l'exploitant d'ajouter des chiffons et de l'eau à sa salle de confinement afin d'optimiser l'obstruction des entrées d'air de cette pièce en cas d'accident toxique dans l'entrepôt P0 ou chez son voisin classé SEVESO.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet